

15 juin 2022 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

PRISE DE PAROLE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

Merci Madame la Présidente,
Madame la Première Ministre,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs les journalistes.

Chère Maia, merci pour votre accueil chaleureux et je suis très heureux de pouvoir enfin venir en Moldavie. J'en avais pris l'engagement auprès de vous suite à vos multiples visites à Paris. Cette visite, comme vous l'avez dit, est la première d'un chef d'Etat français en Moldavie depuis 24 ans.

C'est un immense effort de transformation qui a été fait dans cette période, dans un pays profondément bouleversé. Mais je veux ici dire que ma présence aujourd'hui, à vos côtés, s'inscrit, si je puis dire, dans un double contexte. L'un, et j'y reviendrai, vous l'avez longuement évoqué, c'est celui de la guerre et de la situation d'un pays voisin de l'Ukraine qui a subi une agression russe. Le deuxième, c'est que vous êtes à la tête d'un pays - et vous avez à vos côtés un Gouvernement, un Parlement - qui affiche résolument son aspiration à la paix, à l'Etat de droit, à la démocratie et à l'Europe. Ça n'a pas toujours été le cas et vous le faites avec beaucoup de courage, dans un pays tout entier tourné vers notre Union européenne en matière de commerce, en matière d'aspiration, de valeurs. Un pays francophone et francophile. Un pays qui, au fond, d'ores et déjà, est ancré dans la famille européenne.

Cette visite s'inscrit aussi dans un moment qui est particulier pour la France, puisque je me trouve ici non seulement en tant que Président de la République française, mais également en tant que chef d'un Etat qui, pour quelques jours encore, exerce la Présidence du Conseil de l'Union européenne. Ces six derniers mois, si particuliers dans la vie d'une nation, nous les avons passés en portant la conviction que l'Union européenne devait se mettre en mesure de répondre aux défis de notre époque. Une Europe capable de recréer des liens avec ses citoyens. Une Europe permettant de créer les conditions de prospérité, d'inventer un nouveau modèle de croissance respectueux de la planète pour les décennies à venir. Une Europe capable de défendre ses intérêts, ses valeurs, et de définir des termes nouveaux sur le plan géopolitique, dans un monde dont les derniers mois nous ont encore fait saisir la violence puisque la guerre est revenue sur notre continent, impliquant une puissance dotée.

Ce contexte, je l'évoquais, celui de la guerre, est une menace pour toute la région, pour votre pays - vous ne le savez que trop -, et pour notre Europe. Ce qui se joue en effet en Ukraine, à quelques centaines de kilomètres d'ici, constitue une menace pour notre stabilité à tous, avec d'ores et déjà des conséquences profondes sur nos vies, nos économies, et des semaines et des mois à venir qui seront extrêmement préoccupants et constituent en eux-mêmes un défi. La Russie s'est engagée dans une tentative assumée visant à remettre en cause les principes les plus fondamentaux sur lesquels repose notre sécurité collective depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, puisque la Russie a choisi de violer l'intégrité territoriale, la souveraineté d'un voisin, l'Ukraine. C'est un des principes de notre continent, mais aussi de nos engagements internationaux.

À cet égard, je veux dire ici, Mesdames et Messieurs, l'admiration de la France face à l'élan de solidarité et de générosité dont a fait preuve la population moldave en accueillant les personnes qui ont dû fuir le conflit en Ukraine. Cette solidarité, que votre gouvernement a portée, que vous avez accompagnée en lien avec de nombreuses associations et organisations non gouvernementales que je salue également, force notre admiration et celle du peuple français, lequel s'est aussi mobilisé depuis le début de la guerre en soutien au peuple ukrainien.

Alors que les combats se poursuivent, toujours plus violents, que chaque journée qui passe apporte son lot de nouvelles destructions, de bombardements indiscriminés visant les militaires comme les civils, et que de nouvelles preuves des exactions commises par la Russie apparaissent, nous ne pouvons nous permettre de faire preuve de la moindre faiblesse, tout en restant lucide sur notre rôle, notre place, et les objectifs que nous poursuivons. Notre détermination à cet égard est totale pour agir en mobilisant tous les leviers. D'abord, rendre insoutenable le coût de la poursuite de cette agression pour la Russie, et en quelque sorte, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, arrêter la guerre sans faire la guerre. C'est le sens même des six séries de sanctions que l'Union européenne a prises dès les premiers jours et jusqu'à il y a quelques jours encore. C'est une première

pour notre Europe et c'est la robustesse de ces sanctions et l'unité que nous avons tenue qui sont ici à considérer. Jusqu'au dernier jour de sa présidence, la France prendra à cet égard les décisions qui conviennent et cherchera à bâtir cette unanimité indispensable.

Nous devons également continuer de soutenir l'Ukraine, comme nous le faisons et continuons de le faire, et renforcer la crédibilité de notre dissuasion pour que la Russie ne puisse imaginer poursuivre plus loin son agression. Dans cet effort aussi, la France prend toute sa part et nous avons pu le montrer en prenant la décision de positionner, dans le cadre de l'OTAN, des troupes françaises en Roumanie auprès desquelles j'étais il y a encore quelques heures. Cet effort collectif, régional, est également celui de la Moldavie et je sais votre détermination à faire en sorte que la neutralité à laquelle votre pays est si attaché, ne signifie pas démilitarisation. Les 40 millions d'euros dont vous vous apprêtez à bénéficier dans le cadre du Fonds européen de défense sont, de ce point de vue, un apport extrêmement important qui permettra, comme vous l'indiquez encore il y a quelques instants, de doubler le budget militaire de votre pays.

Nous devons enfin continuer à apporter notre soutien aux pays qui subissent les effets directs de cette guerre, et la Moldavie en premier lieu. Au-delà du coût de l'accueil des réfugiés ukrainiens, je sais l'impact que votre pays a subi au cours des derniers mois sur un plan économique. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité que la France soit à l'initiative, en co-présidant aux côtés de l'Allemagne et de la Roumanie, la plateforme de soutien à la Moldavie qui a été inaugurée le 5 avril dernier. Avec 15 millions d'euros d'aide budgétaire, plus d'un million d'euros d'aide d'urgence, 37 tonnes de matériel, des ambulances qui seront d'ailleurs livrées dans quelques jours, la France est l'un des premiers soutiens à la Moldavie et cet appui, j'en prends ici l'engagement, se poursuivra.

Nous devons enfin déployer nos efforts pour limiter le plus possible les conséquences de l'agression russe sur le marché alimentaire mondial. C'est une des priorités que nous avons portée dans le cadre de l'initiative dite FARM, acronyme pour Food and Agriculture Resilience Mission, qui vise d'une part à empêcher les restrictions aux exportations, d'autre part à être en solidarité avec les pays qui risquent de faire face à de graves problèmes de sécurité alimentaire, et enfin soutenir la production locale. Cette initiative, endossée par l'Union européenne en partenariat avec l'Union africaine, est structurante à bien des égards.

L'urgence, dans ce contexte, est tout particulièrement de tout faire pour débloquer les céréales et oléagineux que l'Ukraine ne peut actuellement pas exporter du fait de l'agression russe. Il est essentiel que nous puissions sans tarder trouver une solution pour faire sortir ces denrées, afin de limiter les effets de la situation de pénurie qui se profile. La Moldavie a évidemment un rôle essentiel à jouer en ce domaine, en lien très étroit avec la Roumanie.

C'est donc, vous l'avez compris, un triple message que je souhaite passer, adressé au nom de la France à la Moldavie aujourd'hui. Un message d'amitié et d'admiration pour le travail que vous faites, dans lequel vous êtes engagés, pour la générosité de l'accueil que votre pays a réservé aux personnes qui ont dû fuir le conflit en Ukraine. Un message de soutien à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République de Moldavie. Et un message de solidarité car vous n'êtes pas seuls face aux difficultés que rencontre votre pays. Vous pouvez compter sur le soutien de la France et de l'Union européenne.

Ma visite aujourd'hui a aussi pour but de montrer la détermination qui est la nôtre, précisément pour renforcer la relation de la France et de l'Union européenne avec votre pays. La Moldavie, vous l'avez rappelé, Madame la Présidente, a déposé une demande d'adhésion à l'Union européenne et ce souhait de rejoindre la famille européenne est parfaitement légitime. Cette demande sera débattue d'ici une dizaine de jours à l'occasion du Conseil européen qui se tiendra les 23 et 24 juin prochain, sur la base d'un avis qui sera remis dans quelques jours par la Commission européenne. La France jouera, à cette occasion, pleinement son rôle de présidence pour là aussi bâtir l'unité, permettre d'aboutir à un consensus qui doit reconnaître l'ampleur des efforts accomplis, la légitimité du peuple moldave à rejoindre l'Union européenne et envoyer, dans les temps que vous vivez et compte tenu du contexte que nous décrivons depuis tout à l'heure, un message positif et clair à la demande que vous avez formulée.

En complément, je souhaite offrir des garanties de coopération accélérée à la Moldavie, qui ne sont en aucun cas un substitut au processus d'adhésion à l'Union européenne et qui visent à ouvrir des voies de solidarité et de coopération concrètes au plus vite. C'est le sens de la proposition que j'ai formulée le 9 mai dernier d'une Communauté politique européenne qui permettra à nos peuples de bâtir, comme nous l'avons fait d'ailleurs dans les premiers temps de la construction européenne, des solidarités en matière de défense et de sécurité, d'énergie, d'infrastructures, de lutte contre les attaques extérieures, de tout autre sujet que nous jugerons utile entre nos pays et de le faire entre les pays qui partagent géographie et valeurs communes. Je vous remercie des mots que vous avez eu, de la très bonne discussion que nous avons eue à ce sujet et de l'accueil positif qui est le vôtre.

Je conclurai enfin en soulignant que cette visite nous a également permis d'évoquer avec Maia SANDU, les principaux domaines de notre relation bilatérale. Vous y êtes revenue très longuement et très précisément et

principaux domaines de notre relation bilatérale. Vous y êtes revenue très longuement et très précisément et j'adhère à tous les points que vous avez formulés, Madame la Présidente. Cette relation sera encore plus étroite à l'issue de cette journée puisque notre ministre de l'Europe et des Affaires étrangères qui m'accompagne, signera aujourd'hui avec son homologue, Monsieur POPESCU, une convention fiscale entre nos deux pays, ainsi qu'un accord intergouvernemental portant sur les activités de l'Agence française de développement en Moldavie. Nous mettrons ainsi fin aux doubles taxations, accompagnerons l'effort d'attractivité que vous conduisez pour votre pays et accroîtrons la coopération étroite que nous voulons pour accompagner vos réformes si courageuses dont nous avons, durant notre déjeuner de travail, débattu. Conformément à l'engagement pris par la France en avril dernier, nous avons confirmé aujourd'hui l'octroi d'un prêt budgétaire de 15 millions d'euros via l'Agence française de développement. Ceci ne constitue qu'une première étape de notre soutien qui a vocation à s'inscrire dans la durée.

Voilà les quelques mots que je voulais avoir devant vous aujourd'hui à vos côtés, Madame la Présidente. Et je veux, chère Maia, Madame la Présidente, que vous sachiez que la France se tient à vos côtés aujourd'hui et qu'elle se tiendra à vos côtés demain.

Je vous remercie.